

L'ajournement

fin de la guerre froide, comme on l'a vu confirmer cette semaine.

Ce que l'on voit, c'est un groupe de pays de la même opinion qui font la paix en mettant en quarantaine la source d'infection. Dans ce cas, c'est l'embargo contre un pays qui a envahi, pillé et absorbé un autre État. Dans notre monde, c'est considéré comme inacceptable.

Je voudrais aussi, avant d'en venir à la question des coûts, reconnaître la magnifique contribution des Forces canadiennes. Ce n'est pas une présence symbolique. C'est un effort notable. Comme vous le savez, monsieur le Président, il y a presque un demi-million de militaires au Moyen-Orient. Il y a plus de 100 navires et un nombre incalculable d'appareils de tous les types: avions chasseurs, basés sur des porte-avions ou à terre, transports de troupes, etc.

Le Canada a envoyé trois navires, une poignée d'avions et 1700 militaires. À ce jour, nous avons fait 25 p. 100 des interceptions de navires de surface traversant le golfe Persique. Monsieur le Président, c'est le chiffre clé, 25 p. 100. Nous parlons déjà de plus de 500 interceptions. J'ignore le nombre exact. Avant donc de parler du coût de l'opération, chose dont je me préoccupe, je voudrais commencer par passer en revue les sentiments que m'inspire ce qui se passe dans les Forces canadiennes.

Je soulève la question du coût, car cela me paraît avoir un effet un peu négatif. Nous avons engagé les Forces canadiennes il y a trois mois. Maintenant, trois mois plus tard, nous avons une grande discussion pour savoir comment nous allons payer cette opération. Tout cela découle, bien sûr, d'une question que j'ai posée le 22 octobre au ministre de la Défense nationale, et je voudrais simplement dresser une chronologie.

J'ai demandé au ministre comment il allait payer pour cette intervention. Il m'a répondu que l'argent, pour le moment, allait venir du budget de la Défense nationale. Le ministère paierait lui-même. J'ai été un peu épouvanté d'entendre cela, car, comme je le dirai plus tard, je sais qu'après de fortes réductions budgétaires, le matériel des Forces canadiennes est presque inutilisable à cause de la rouille. Et elles n'ont plus beaucoup de réserves financières. En fait, elle n'en ont plus.

Le 11 novembre, trois semaines plus tard, j'ai été ravi, tout comme les planificateurs des Forces canadiennes, sans doute, d'entendre le premier ministre dire qu'il allait débloquer des crédits et y aller à fond parce que

l'argent ne posait pas de problème. Il a dit que le déficit n'avait rien à voir avec la liberté.

Le soulagement des planificateurs supérieurs de la Défense nationale doit avoir été grand quand il a dit qu'il allait faire débloquer des crédits additionnels importants. Mon moral a remonté. J'étais content. Hélas! trois jours plus tard, quelqu'un a dû dire au premier ministre qu'il ne pouvait pas promettre pareille chose. L'argent ne se trouve point sous le pas d'un cheval. Le premier ministre a alors fait volte-face et déclaré que le gouvernement allait utiliser pour cela des crédits déjà affectés, que d'autres ministères du gouvernement seraient mis à contribution et financeraient la défense de la liberté.

À mon avis, si le gouvernement décide de dépêcher des forces pour participer à des opérations comme celles dans le Golfe, il doit également décider d'autres choses, y compris de l'ampleur des effectifs, de la durée du séjour, de l'importance de la dépense, de la nature du commandement et des contrôles, des conditions de désengagement, des implications des engagements à long terme et ainsi de suite.

Vu les hésitations et la confusion dont nous avons été témoins au sujet du financement, je m'inquiète quant à certains de ces aspects.

L'embargo va-t-il donner les résultats escomptés? Nous n'en savons rien. Il pourrait bien s'écouler toute une année avant que nous puissions le savoir.

Il est indubitable que cette aventure va coûter fort cher à tous les pays engagés. Cependant, si nous n'obtenons pas les résultats escomptés par des moyens pacifiques, le prix sera encore plus élevé. Nous pourrions bien devoir compter 300 000 morts de part et d'autre et des pertes se situant entre 50 et 150 milliards de dollars. C'est énorme! C'est terrible. Je m'inquiète du prix et du suivi de cette entreprise.

• (1825)

Dans l'état actuel des choses, Saddam Hussein devra un jour ou l'autre quitter le Koweït. Qu'advient-il alors? Nos effectifs pourront-ils plier armes et bagages et rentrer? Je ne le pense pas. Nous devons considérer la chose sous tous ses aspects, d'une façon systématique et rationnelle.

Voilà certaines des questions que je me pose et certaines des appréhensions que j'éprouve. Tout d'abord, lorsqu'il répondra à mes questions au nom du ministre de la Défense nationale, je tiens à ce que le secrétaire parlementaire nous donne l'assurance que les Forces canadiennes dépêchées dans le Golfe ne seront pas victimes